

SGR2 Y26 MSR 2A 19-1164508 01-21



**RECOMMANDE :
AVIS DE RÉCEPTION**

Numéro de l'AR : **AR 1A 170 824 4187 4**



Pr DU ICPE LOCAL Renvoyer à



Présenté / Avisé le : 9/11/22
 Distribué le :
 Je soussigné(e) déclare être
 Le destinataire
 Le mandataire
 CNI / permis de conduire
 Autre :

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.

TELEHOUSE INT CORP OF EUROPE LTD
137, Bd Voltaire - 75011 PARIS
RCS PARIS 408 024 115

Paris, le 8 Novembre 2022

Par lettre RAR 1 A 170 824 4187 4

Objet : DEMANDE D'AVIS DU MAIRE DE MAGNY-LES-HAMEAUX SUR LA REMISE EN ETAT DU SITE LORS DE L'ARRET DEFINITIF DES INSTALLATIONS DE LA SOCIETE TELEHOUSE, LOCALISEE 1 RUE PABLO PICASSO

NREF : 20221108-TH3-P2-ICPE-remise-etat-Mairie

Monsieur le Maire,

La société TELEHOUSE INT CORPORATION EUROPE LIMITED est propriétaire du site implanté sur le parc de Magny-Gomberville, au 1 rue Pablo Picasso à Magny-les-Hameaux. D'une superficie d'environ 66 000 m², le site est localisé au droit de la parcelle n°AX 86 du cadastre. TELEHOUSE projette une extension de son centre d'hébergement de données informatiques existant (« datacenter »). Cette extension consiste en la création d'un bâtiment supplémentaire, appelé P2, dans le cadre de l'extension de son campus Magny II.

À ce titre, la société TELEHOUSE INT CORPORATION EUROPE LIMITED est amenée à déposer auprès du Préfet des Yvelines une demande d'autorisation environnementale au titre des articles L. 181-1 et R. 181-1 et suivants du Code de l'Environnement en vue de l'exploitation de datacenters sur les parcelles d'assiette du Projet.

En application du 11° du I de l'article D. 181-15-2 du Code de l'Environnement, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme est appelé à émettre un avis sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif des installations concernées.



En tant qu'autorité compétente en matière d'urbanisme pour le site du Projet, Monsieur le Maire de Magny-les-Hameaux est donc appelé à émettre un avis, qui a vocation à être annexé au dossier de demande d'autorisation environnementale.

Vous trouverez en annexe un document précisant les conditions dans lesquelles la société TELEHOUSE INT CORPORATION EUROPE LIMITED propose de remettre le site en état à l'occasion de la mise à l'arrêt définitif des installations concernées. Ce document constitue un résumé des principaux éléments sur la remise en état figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

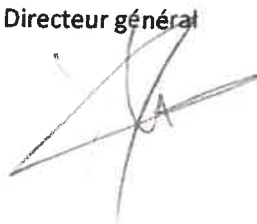
Ce document indique notamment qu'en cas de cessation définitive d'activité, la société TELEHOUSE INT CORPORATION EUROPE LIMITED propose de remettre le site dans un état compatible avec un usage industriel.

Nous vous remercions de bien vouloir émettre un avis sur cette description des conditions de remise en état du site après exploitation et vous précisons que, conformément aux dispositions de l'article D. 181-15-2 du Code de l'Environnement, votre avis sera réputé avoir été automatiquement émis au-delà d'un délai de quarante-cinq jours.

Nous restons naturellement à votre entière disposition pour vous apporter toute information complémentaire que vous souhaiteriez le cas échéant.

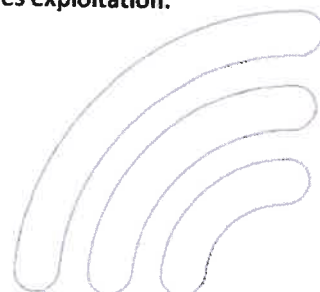
Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de notre considération distinguée.

Sami SLIM
Directeur général



Dossier suivi par Monsieur Julien DURAIN, julien.durain@fr.telehouse.net, 06 89 88 06 29

Annexe jointe : Résumé des principaux éléments sur la remise en état figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale : description des conditions de remise en état du site après exploitation.



ANNEXE : CONDITION DE REMISE EN ETAT DU SITE APRES EXPLOITATION**Préambule**

En application des dispositions de l'article R.181-13 4° du Code de l'Environnement, la demande d'autorisation environnementale doit notamment décrire les conditions de remise en état du site après exploitation.

En application de l'article D. 181-15-2 du Code de l'Environnement, s'agissant des installations à implanter sur un site nouveau, le pétitionnaire doit en outre recueillir l'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme sur l'état dans lequel devra ainsi être remis le site lors de l'arrêt définitif des installations concernées. Au cas d'espèce, cet avis a été sollicité auprès de Monsieur le Maire de Magny-les-Hameaux, en tant qu'autorité compétente en matière d'urbanisme pour le site du projet, le 8 Novembre 2022.

Proposition de remise en état du site en fin d'exploitation

Conformément à l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement, en cas de mise à l'arrêt définitif des installations concernées, l'exploitant notifiera au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification indiquera les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du Site. Ces mesures comporteront notamment :

- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la coupure des alimentations en énergie ;
- l'évacuation des produits dangereux et déchets divers présents sur le site ;
- la surveillance des effets des installations sur l'environnement.

En outre, la société TELEHOUSE INT CORPORATION EUROPE LIMITED fera réaliser, en application des dispositions de l'article R. 512-39-3 du Code de l'Environnement et de la méthodologie nationale de gestion des sites pollués en vigueur, les études environnementales nécessaires et prendra toutes les mesures de gestion utiles pour assurer la protection des intérêts visés notamment à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement et la compatibilité de l'état environnemental du site en fin d'exploitation avec un usage industriel.

